



Cité Administrative
49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BLON FILS (EARL)
La Vieillère
LE PIN EN MAUGES
49110 BEAUPRÉAU-EN-MAUGES

Références : 2024_04_24a RapportInspection EARL BLON Fils

Code AIOT : 0054901508

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2024 dans l'établissement BLON FILS (EARL) implanté La Vieillère - LE PIN EN MAUGES - 49110 BEAUPRÉAU-EN-MAUGES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été effectué dans le cadre du plan de contrôle annuel des élevages relevant de la directive dite IED (émissions industrielles).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BLON FILS (EARL)
- La Vieillère - LE PIN EN MAUGES - 49110 BEAUPRÉAU-EN-MAUGES
- Code AIOT : 0054901508
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage de volailles sur litière réalisé dans 3 poulaillers représentant une surface totale de 3 558 m².

Le fumier est majoritairement exporté chez un composteur et le solde est épandu sur les terres de l'exploitation avec les eaux de lavage.

Il existe également une production ovine à hauteur de 200 brebis.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Ammoniac élevage IED

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif,

mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Demande d'action corrective	6 mois
5	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Demande d'action corrective	6 mois
9	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Demande d'action corrective	6 mois
10	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Demande d'action corrective	1 mois
11	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Demande d'action corrective	6 mois
13	Mise à jour du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	Demande d'action corrective	1 jour

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
14	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II	Demande d'action corrective	1 mois
15	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Sans objet
3	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
4	Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I	Sans objet
6	Accessibilité de l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
8	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
12	Rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La déclaration GEREP doit être réalisée dans les meilleurs délais avec un calcul du niveau d'excrétion et du niveau d'émission d'ammoniac.

L'entretien des abords doit faire l'objet d'une attention particulière avec l'enlèvement des matières non utilisées pour mécaniser au maximum les opérations de maintenance.

Il faut inclure également l'entretien des deux poulaillers anciens qui montrent des signes importants de vétusté ainsi que le démontage ou la rénovation complète du bâtiment situé en pignon du n° 2.

La rétention des produits est à poursuivre pour les différents produits dangereux pour l'environnement.

La protection du forage est à améliorer pour réduire au maximum les risques de pollution.

L'actualisation du plan d'épandage est à prévoir rapidement pour vous permettre un épandage sur les nouvelles surfaces.

Le dossier de réexamen constitue des engagements vis-à-vis des meilleures techniques disponibles et la mise en œuvre doit être effective sur l'ensemble.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : La capacité de l'installation est de 80 000 places de volailles et la dernière mise en place totalise 78 749 animaux (33 063 + 21 206 + 24 480) et respecte l'arrêté d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Intégration dans le paysage et propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
--

Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : La haie située en parallèle de route d'accès permet d'intégrer les poulaillers dans le paysage. L'entretien des abords des bâtiments et des ouvrages de stockage est insuffisant. Il a été constaté un embroussaillage important des abords direct du forage, du pourtour de la fumière et de fosse attenante, et de la fosse en béton destinée au stockage des eaux de lavage. Il existe également des dépôts de terre au sud de cette dernière, qui reste à araser pour permettre le pompage des effluents. Il a été constaté la présence de nombreux débris de ferraille au niveau des parcelles n° 868 et 887 (coté sud et ouest de la fumière) qui sont soit à conserver pour une utilisation ultérieure, soit à évacuer. Il a été constaté la présence de plaques et/ou de morceaux de plaques en fibrociment au dos de la bergerie et le long des jupes des poulaillers qui sont issus de démontage ou de la dégradation par usure. Il est à noter que certaines contiennent de l'amiante. Il a été constaté la présence d'un morceau de poulailler au niveau de la parcelle n° 82 (Nord Ouest) qui abrite des petits matériels, des déchets et le congélateur à cadavres. Ce bâtiment est très délabré et une partie de la charpente est au sol. Il représente un danger important de chute de toiture et un démontage complet est à prévoir pour ôter toutes les matières non réutilisables. Au niveau de l'entretien des abords, un effort important est à produire avec du démontage, un enlèvement des matières usagées, un arasement des surfaces et du débroussaillage. Les divers dépôts ne favorisent pas l'entretien mécanique et ils participent à la prolifération des rongeurs et des insectes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Propreté – Insectes – Rongeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : Le contrôle du poulailler n° 2 (1 500 m ²) montre un bon entretien du sas ainsi que de la salle d'élevage. Il n'a pas été constaté d'amas de poussières dans le bâtiment ainsi que de traces de rongeurs. Il semble judicieux d'ajouter un sac poubelle dans le sas pour y entreposer les petits déchets de type pédisacs et autre emballages (petit tas en entrant à gauche).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, « des volières, » des vérandas et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.

<p>À l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, « aux volières, » aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.</p> <p>Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le poulailler n° 2 possède un sol en béton et le bas des murs est constitué de longrines en béton avec solins inclinés surmontés de panneaux isolant imperméables.</p> <p>il n'a pas été constaté de traces de suintement ou d'écoulement de jus à l'extérieur de celui-ci.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Stockage des effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.</p> <p>Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1^{er} juin 2005 et avant le 1^{er} janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1^{er} janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les sols des poulaillers sont tous bétonnés et les bâtiments n° 3 et 4 sont lavés après enlèvement de la litière. Les eaux souillées sont dirigées vers la fosse en béton de 1 300 m³ (ancienne fosse à lisier pour les canards) qui dispose d'un grillage périphérique de protection.</p> <p>Le regard de contrôle constitué de buses en béton est recouvert de ronces (absence de contrôle périodique du dispositif) et la vidange de l'eau s'effectue à l'aide d'une pompe de type vide cave. Il a été constaté la présence d'un niveau élevé d'eaux souillées dans l'ouvrage ainsi qu'un niveau élevé d'eau dans le regard de contrôle, la pompe étant hors service. Ainsi, le contrôle de l'étanchéité n'est plus fonctionnel et le point de rejet s'effectue, selon vos déclarations, au niveau du fossé situé à environ 100 mètres à l'Est de la fosse. Le matériel est à changer et il faut matérialiser le point de rejet au fossé, pour faciliter la surveillance. Il n'a pas été constaté de traces de débordement (épandage à venir sous peu) et elle semble en bon état apparent (contrôle visuel partiel compte tenu de la végétation envahissante sur le pourtour).</p> <p>L'apposition du panneau indiquant la présence d'une fosse est à prévoir.</p> <p>Il est souhaitable d'effectuer des épandages plus réguliers pour conserver une autonomie conséquente pour éviter tout débordement et/ou un épandage à une période non propice.</p> <p>Le poulailler n° 2 est lavé sur litière (absence de raccordement entre le bâtiment et la fosse) et les eaux résiduelles finales sont maintenues sur place jusqu'à assèchement. L'absence de déclivité vers l'ouvrage constitue un frein au raccordement et l'unique possibilité demeure la création d'un puits de pompage avec une évacuation mécanique.</p> <p>Les opérations de lavage sont réalisées par une entreprise et la consommation d'eau est estimée à 30 m³ pour 1 000 m² de poulailler.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : Accessibilité de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12</p>
--

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
<p>Constats : Le site est directement accessible depuis la route goudronnée et il existe des circuits empierrés pour desservir les trois poulaillers (cotés Nord et Sud). L'espace situé entre les 2 poulaillers anciens est engazonné tandis que cet espace est empierré à l'Est du bâtiment n° 2.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 m au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>À défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Constats : La réserve à incendie est constituée de la première lagune (ancien dispositif d'épuration des eaux issues du bloc de traite) qui dispose d'un accès carrossable en tout temps. La surface est estimée à environ 150 m² et la hauteur d'eau est d'environ 1 mètre selon vos propos. Un entretien est à prévoir sur les abords de cette lagune et le re creusement permettrait de contenir le volume nécessaire, à la défense externe du site (eau propre disponible).</p>

Le contrôle interne est assuré par des extincteurs dont l'entretien a été effectué en 2023. Le contrôle du poulailler n° 2 montre la présence d'une fiche avec les numéros d'appel ainsi que de la vanne de coupure du gaz sous verre dormant, à l'entrée du bâtiment (coté gauche de la porte).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p> <p>L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.</p> <p>Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
<p>Constats : Le dernier contrôle des installations électriques a été pratiqué par l'APAVE en octobre 2019 et un devis est signé avec la société SLP de CHEMILLÉ pour l'année en cours.</p> <p>La présence d'apprenti implique le passage à contrôle annuel de vos installations et il faudra demander à votre prestataire (électricien ou entreprise de maintenance) de noter sur la facturation, la remise en conformité des non-conformités relevées.</p> <p>En effet, le contrôle a pour but de détecter les anomalies mais l'objectif demeure la conformité des installations.</p> <p>Le plan des zones à risques n'a pas été contrôlé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.</p> <p>I. Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p>

<p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p> <p>II. Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -100 % de la capacité du plus grand récipient ; -50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ; -dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients. <p>Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1^{er} novembre 2022.</p> <p>Constats :</p> <p>Le stockage d'hydrocarbure est effectué dans une cuve double paroi et celui destiné au groupe électrogène est à simple paroi, mais il est disposé dans un bac de rétention. Le groupe est alimenté en direct depuis la cuve et le bac de rétention contient divers petits matériels.</p> <p>Le bac sera à nettoyer des diverses matières et à dépoussiérer pour assurer une réutilisation du fuel si besoin.</p> <p>Le local contient également deux petits contenant d'huiles usagées sans rétention ainsi qu'un bidon de produit disposant d'une affiche de danger, sans rétention.</p> <p>Le local eau (ancienne salle de traite) présente des fûts d'acide de 200 litres pour le traitement de l'eau ainsi de des bidons contenant des produits dangereux qui ne sont pas disposés sur une rétention.</p> <p>Les huiles mécaniques usagées de l'atelier sont entreposées sur une palette en plastique avec une rétention.</p> <p>Pour mémoire les contenants qui présentent une étiquette de danger doivent être en rétention (biocides dans le local eau, huile du groupe, biocides dans les sas le cas échéant).</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> <p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 10 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L.214-3 du Code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L.214-18 du même code.</p>

Constats : Le forage possède un compteur au niveau de la tête de l'ouvrage et un dans le local eau (traitement du fer et du manganèse). Le relevé du niveau de consommation mensuel n'est pas réalisé et il doit être mis en place pour s'assurer de l'absence de fuites dans le dispositif et quantifier le niveau de prélèvement annuel. La disconnection s'effectue à l'aide d'une vanne et vous avez en projet de créer une arrivée d'eau propre à l'EARL (compteur actuel au nom de votre oncle), dans la mesure où l'ancienne maison de vos grands-parents, va être mise en vente. Lors de la mise en place de cette nouvelle arrivée, il faudra prévoir une véritable disconnection (bac avec surverse, disconnecteur de protection, manchon à raccorder en cas de nécessité). Le but étant de ne pas polluer le réseau public par l'eau du forage lors d'un phénomène de retour d'eau (diminution de la pression du réseau public qui aspire celle du forage).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du Code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé
Constats : Le forage relève de la rubrique 1.1.1.0 au titre de la loi sur l'eau et il figure dans l'arrêté d'autorisation. À ce titre, l'ouvrage doit être correctement protégé pour éviter toute pollution de la ressource. Il faut : - entretenir le pourtour de l'ouvrage qui est envahi de ronces, - cimenter le fond de la buse, repositionner la dernière buse et mettre un couvercle de protection finale. Il a été constaté la présence d'une platine métallique autour du tuyau de pompage qui constitue une protection contre les chutes de matières dans l'ouvrage, - de mettre en place une margelle de protection en béton de 3 m ² et d'une hauteur de 30 cm. Les pentes doivent permettre un écoulement vers l'extérieur. La lecture du compteur doit être maintenue pour effectuer le relevé du niveau de consommation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Rejets directs d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.
Constats : Aucun rejet direct dans les eaux souterraines constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Mise à jour du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage. Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.

<p>Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.</p>
<p>Constats : Selon vos déclarations, le fumier des volailles a été réparti à environ 40 % chez votre composteur et 30% sur vos surfaces et sur celles de M. POUPART Alexis de L'Aulnay Prieur. L'arrêté d'autorisation du 12 août 2020 ne prévoit pas d'épandage chez M. POUPART et aucune modification du plan d'épandage n'a été portée à la connaissance de M. le Préfet. Par, conséquent dans l'attente de la validation du nouveau plan d'épandage, je vous demande de respecter, ce lui qui est validé dans votre document de 2020. Les nouvelles surfaces doivent faire l'objet d'une étude agropédologique pour déterminer l'aptitude des sols à l'épandage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 jour</p>

N° 14 : Mise en œuvre des MTD

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Dossier</p>
<p>Prescription contrôlée : Au plus tard le 21 février 2021, "l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I". Sans préjudice des dispositions de l'article L.181-14 du Code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission. L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisées.</p>
<p>Constats : Les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) validées dans votre dossier de réexamen doivent être appliquées conformément à vos engagements 21 février 2019. Ainsi les MTD suivants ont été contrôlées : MTD 24 excrétion en Azote et en phosphore à l'aide d'un bilan massique ; Absence de calcul annuel MTD 3 niveau d'excrétion en azote des volailles ; absence de calcul annuel MTD 4 niveau d'excrétion en phosphore des volailles ; absence de calcul annuel MTD 32 respect de la valeur maximale en NH₃ et absence de fuite du système d'abreuvement ; NH₃ non calculé et constat d'absence de fuite d'eau MTD 16 conformité de la fosse sur le ratio surface/volume ; MTD respectée MTD 5 utilisation de l'eau ; consommation enregistrée par poulailler, absence de fuites constatée, lavage au nettoyeur haute pression, système adaptée à l'espèce et vérification de la pression MTD 6 réductions des eaux résiduares ; bâtiment contrôlé propre et dispositif anti gaspillage sous les pipettes d'eau MTD 7 réductions des émissions liées aux eaux résiduares ; eaux de lavage collectées et stockées en fosse (bâtiments n ° 3 et 4) et lavage sur litière dans le poulailler n° 2 MTD 8 utilisations de l'énergie ; chauffage gaz infra conique, murs et plafonds bien isolés dans le poulailler contrôlé et création de fenêtres sur deux faces, pour réduire la consommation tout en mettant à disposition la lumière naturelle pour les volailles. MTD 27 émissions de poussières ; le tableur GEREPA (ammoniac) calcule également cet indicateur mais n'est pas utilisé pour le moment Le contrôle partiel des MTD montrent le respect de certaines ainsi que le non-respect des autres ; une action correctrice est à prévoir pour respecter vos engagements.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 15 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. » Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020.
Constats : La déclaration GEREPP n'est pas effectué alors que le délai fixé par la réglementation est au 31 mars 2024. Conformément à votre engagement réalisé via le dossier de réexamen, vous devez chaque année effectuer : - un Bilan Réel Simplifié (BRS) pour déterminer le niveau d'excrétion des animaux. Ce calcul s'effectue par espèce et par bâtiment, et il permet de s'assurer du respect des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) n° 3 et 4. Les valeurs obtenues sont ensuite à reporter dans le tableur GEREPP - Un calcul via l'outil GEREPP, pour déterminer la quantité d'ammoniac émise dans l'atmosphère chaque année pour vos installations. L'outil détaille la production d'ammoniac des bâtiments, du stockage et des épandages et positionne votre élevage vis-à-vis d'un élevage similaire à partir des valeurs forfaitaires moyennes. Les résultats permettent également de s'assurer du niveau d'émission en kg de NH ₃ par emplacement et par an, et du respect de la MTD n° 32. Un des objectifs de la directive dite IED (émissions industrielles) est la réduction de 13 % la quantité d'ammoniac émise dans l'atmosphère. La déclaration GEREPP permet à l'État Français de transmettre les données au niveau européen. Je vous demande de réaliser cette démarche le plus rapidement possible et en tout état de cause avant 30 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois